

tion publique de grande liberté et de salutaire inflexion, s'il s'agit d'enseigner les devoirs à l'homme, s'il s'agit d'enseigner les devoirs à l'homme, s'il s'agit d'enseigner les devoirs à l'homme.

La constatation du droit ne nous suffit pas comme aux Américains; notre vanité et nos préjugés nous emportent toujours à rechercher ses origines, la cause première de toute chose. Une fois là, l'élimination de Dieu est une flatterie trop puissante sur notre amour-propre pour que nous puissions y résister. Alors, adieu le droit politique, les saines et pratiques notions de la morale publique! Nous nous érigons volontiers en concile, nous continuons Voltaire et nous donnons lieu à des débats du genre de celui dont la proposition de M. de Gavardie n'a été que le commencement.

M. le garde des sceaux s'est réservé, en effet, de prendre connaissance de la brochure dénoncée avant de déclarer s'il y avait lieu de la faire justiciable des tribunaux ou de la livrer simplement au bon sens public.

M. de Tréveneuc est ensuite monté à la tribune pour développer son projet. Le discours qu'il a prononcé et que nos lecteurs liront au compte rendu, a un peu trop refait le réquisitoire de l'honorable M. Buisson contre Paris, tout en renfermant des choses fort justes sur l'insuffisance de nos institutions décentralisatrices contre le mot d'ordre parti de la capitale.

Une réclamation de l'honorable M. Boyssat, en faveur de la révolution du 4 septembre, a provoqué une réponse impétueuse et en quelques endroits, éloquentes de M. Baragnon qui a soutenu, en substance, qu'il n'y avait pas de révolution légitime, même exécutée, la révolution de 1830 y compris. Il y aurait beaucoup à dire sur cette opinion exclusive et intéressée; et je suis persuadé que ni le duc d'Aniane, ni le prince de Joinville, présents à la séance, n'ont manqué de la réfuter en eux-mêmes.

L'APICULTURE

La Société centrale d'apiculture, sous la présidence de M. Ducloux, député, a reçu l'autorisation d'installer son rucher expérimental dans le jardin réservé du Luxembourg, où des cours publics seront professés.

La Société centrale d'apiculture est en exercice depuis 1856. Elle a déjà fait deux expositions, en 1864 et en 1868, qui ont parfaitement réussi.

Elle en prépare une troisième pour cette année, où seront réunis les échantillons de tous les insectes utiles et nuisibles à l'agriculture.

En outre, elle distribue tous les ans des prix aux plus habiles éleveurs d'abeilles, particulièrement aux instituteurs primaires dont les essais ont le mieux réussi.

REVUE DES JOURNAUX

Nous avons vu dans la démission de M. Casimir Périer l'inauguration, sous le régime de la Constitution Rivet, des véritables procédés parlementaires. La plupart de nos confrères du groupe républicain, ou simplement conservateur libéral, partagent notre appréciation.

Depuis un an, dit le *Soir*, tous les ministres se sont abîmés derrière la personne de M. Thiers. Ils ont permis que M. le président de la République subisse tous les froissements et tous les chocs sans se demander si ce jeu n'aurait pas la popularité la plus solide.

M. Casimir Périer est le premier qui ait interverti les rôles en couvrant de sa personne le chef du gouvernement.

Nous avons enregistré déjà les appréciations toutes semblables du *Courrier de France*, du *Temps*, etc. Il ne nous reste qu'à formuler de nouveau le vœu que le bel exemple donné par M. Casimir Périer ne soit pas perdu.

L'*Avenir national* se préoccupe du choix du successeur de M. Casimir Périer, et se représente l'embarras où M. Thiers doit être à ce sujet.

M. Thiers ne demanderait pas mieux que de gouverner avec la gauche républicaine, assuré qu'il serait de gouverner ainsi dans le sens des volontés du pays; malheureusement, par suite de circonstances que tout le monde connaît, la fraction parlementaire sur laquelle M. Thiers voudrait s'appuyer ne forme pas la majorité à l'Assemblée; de sorte que M. le président de la République se trouve dans cette singulière situation d'avoir à contenter, d'une part, le pays qui voudrait un ministre de l'intérieur sincèrement attaché à la République, et d'autre part, la droite et le centre droit de l'Assemblée, ces deux fractions monarchistes qui, formant la majorité à la Chambre, se croient le droit de réclamer un ministre de l'intérieur aussi peu républicain que possible. On conçoit aisément l'embarras de M. Thiers.

A cette bizarre situation, toute hérissée de contradictions et de périls, l'*Avenir national* ne découvre qu'un remède; il n'aperçoit qu'un moyen de créer cette autorité à la fois morale et matérielle qui manque à notre gouvernement et sans laquelle il marche et nous entraîne à une ruine assurée: et ce remède, et ce moyen, c'est la dissolution de l'Assemblée.

Avant de nous rallier à une opinion si extrême, si désespérée, nous voulons attendre le résultat du travail latent qui s'opère en ce moment dans le centre droit. N'est-il pas permis d'espérer que trente, quarante membres peut-être, de cette importante réunion, convaincus, une bonne fois, que la majorité actuelle est impuissante à restaurer aucune monarchie, et conséquemment à gouverner, se rallieront franchement à l'expérience loyale de la République et se réuniront au centre gauche et à la gauche républicaine, pour assurer enfin au pouvoir une majorité fixe, au pays une politique suivie?

Nos lecteurs se souviennent peut-être que la Société générale d'éducation et d'enseignement, présidée par M. Cornudet, a tout récemment adressé à l'Assemblée nationale un vœu motivé sur l'instruction primaire dont elle repousse à la fois la gratuité absolue et l'obligation. Ce vœu, en ce qui touche le dernier point, ne s'appuie pas sur moins de quarante-deux considérants. Le *Courrier de France* les a rangés sous quelques chefs principaux, et les réfute. Nous extrayons de cette réfutation le passage qui concerne la prétendue violation des droits du père de famille.

L'indépendance sociale, tel est le domaine et la limite du législateur, dont le devoir est de faire toutes les lois qu'exige cet intérêt et dont le droit est, dans cette mesure, incontestable.

N'a-t-on pas aboli le droit d'aînesse, malgré le prétendu droit du père? N'a-t-on pas restreint, par la quotité disponible, son omnipotence d'autrefois? Admettez-vous que l'autorité paternelle puisse protéger un réfractaire?... Le droit de

propriété la plus légitime ne peut-il être tenu de s'effacer devant l'utilité publique?

Or, l'utilité publique exige que nous ouvrons de nouvelles voies au développement de notre capital intellectuel, sous peine de ne pouvoir plus lutter contre la concurrence étrangère. Et les écoles sont les sources qui défendent le pays contre la décadence.

Le *Temps* constate l'impression pénible qu'a produite le vote de l'Assemblée sur le retour à Paris, non-seulement dans la presse républicaine, mais encore chez les journaux qui marchent habituellement d'accord avec la majorité. Après avoir fait observer que l'argument peut fournir aux partisans de la dissolution cette grave dissidence entre la majorité et ses soutiens naturels auprès de l'opinion publique, notre confrère se place à un autre et tout nouveau point de vue.

Mais les protestations de la presse conservatrice sont surtout significatives en ce qu'elles tendent à l'Assemblée, par cela seul qu'elle est reléguée à Versailles, hors de ce point central et élevé d'où le regard embrasse à la fois tous les aspects d'une question.

Ce qui apparaît ainsi, avec une saisissante évidence, pour la question du retour à Paris, n'est pas moins vrai pour beaucoup d'autres, et l'on peut craindre que l'Assemblée à chaque nouvelle période de ses travaux, n'en fasse que trop l'expérience à ses dépens et à ceux du pays.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Nous avons reproduit avant-hier le télégramme adressé au *Progrès*, de Lyon, et lui annonçant que son correspondant de Marseille, M. Henry Béraud, venait d'être arrêté dans cette ville et conduit au fort Saint-Nicolas.

Cette arrestation, quelque peu mystérieuse, a ému, paraît-il, la presse marseillaise, et voici ce que publie à ce sujet le dernier numéro du *Sémaphore*:

Nous ignorons le motif de cette arrestation. Quelques journaux annoncent, il est vrai, que M. Béraud serait accusé d'avoir publié dans le *Progrès de Lyon* une correspondance de Marseille renfermant le délit de fausse nouvelle; mais nous ne pouvons encore admettre que ce soit là le vrai motif de l'arrestation de notre confrère, car, autant que nous nous le rappellerons, les correspondances du *Progrès de Lyon* ne portaient aucune signature.

La place de Belfort — la seule partie de l'Alsace qui nous soit restée — est décidément vouée aux énigmes.

On se rappelle l'émotion causée par les travaux de terrassement exécutés par les Prussiens autour de la ville: en présence de l'activité déployée par nos ennemis, n'était-ce pas le fait de huns qui comptent griser indéfiniment la place. Informations prises, il se trouva que les soldats prussiens n'avaient d'autre but, en remuant de la terre, que de « tuer le temps » et d'exercer leurs biceps.

Aujourd'hui, il s'agit d'une quarantaine de canons de 12 montés sur affûts et rangés dans le fossé des fortifications au pied du premier mur d'enceinte, à la porte de France.

D'où viennent ces canons, et que font-ils là? Voici tout ce que nous dit, à cet égard, le *Libéral de l'Est*:

Ces canons sont arrivés par le chemin de fer. On assure que ce sont ceux que les Prussiens avaient enlevés de nos forts et qu'ils nous l'ont remis en vertu de nous ne savons quel traité. On dit aussi — d'un autre côté — que nos ennemis, par mesure de précaution, veulent armer la place en leur pouvoir. Est-ce que la réussite de la souscription nationale leur ferait peur?

Mentionnons, à propos de Belfort, la patriotique initiative que vient de prendre un groupe de jeunes filles de Belfort, pour l'organisation d'une loterie à 25 centimes le numéro, et dont le produit sera versé à la caisse de la délivrance nationale.

L'administrateur du territoire de Belfort, à qui ces jeunes filles avaient demandé l'autorisation nécessaire, s'est empressé de leur envoyer « le témoignage de sa vive satisfaction » et son « entière approbation pour leur patriotisme et charmante entreprise ».

Le *Moniteur du Pay-de-Dôme* mentionne un nouveau mode de souscription nationale, inauguré dans le salon d'une grande dame de Clermont-Ferrand, la comtesse de X...:

On devait quitter au bénéfice de l'Œuvre des dames de France, à minuit, on décida que la quête n'aurait pas lieu, et qu'on la remplacerait par la jeu suivant:

Chaque invité paierait un louis par mot d'esprit que lui ferait une dame et donnerait un louis par bêtise qu'il lui débiterait.

La recette s'est élevée à 8,750 francs.

A l'imitation de ses collègues de Lille et de la Rochelle, le maire de Nantes, M. Leloup, a pensé que les circonstances dans lesquelles se trouve actuellement la France, ne comportaient pas le maintien de certaines traditions du carnaval. En conséquence, il vient de publier, non pas un arrêté, comme l'ont fait les maires de Lille et de la Rochelle, mais une lettre-circulaire, affichée dans la ville de Nantes, et dont nous nous plaisons à reproduire l'extrait suivant:

Personne assurément ne songe à porter dans la rue, même sous le masque, l'expression d'une joie qui n'est pas dans les cœurs; tous les Français doivent être également pénétrés du sentiment de dignité que nous imposent les circonstances, et la promenade habituelle du Mardi-Gras ne rencontrerait, sans doute, qu'indifférence ou blâme.

La souscription nationale ouverte pour la délivrance du pays vous offre un noble emploi du superflu qui se dépense tous les ans, à l'occasion de cette fête traditionnelle: donnez-le à la souscription, vous ferez à la fois acte de patriotisme et de bon sens.

Le *Mémorial de la Loire* annonce qu'une explosion de grisou vient d'avoir lieu dans une des mines de Firmin.

Les détails manquent encore; mais on a malheureusement la certitude que quatre ouvriers ont été victimes de la catastrophe.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LA SITUATION DES CLASSES OUVRIÈRES

On sait que M. le duc d'Audiffret-Pasquier et quatre-vingts de ses collègues ont déposé une proposition demandant la nomination d'une grande commission de soixante membres, qui serait composée par moitié de députés désignés par l'Assemblée nationale, et par moitié de membres choisis par le ministre de l'intérieur, afin d'étudier la situation des classes ouvrières en France.

La commission qui a été désignée pour examiner cette proposition était convoquée aujourd'hui. Elle a entendu le résumé des opinions qui ont prévalu dans chaque bureau. Il en résulte que la grande majorité est favorable à l'enquête; mais en général on repousse l'idée d'une commission mixte, moitié parlementaire et moitié administrative.

Le duc d'Audiffret-Pasquier, élu commissaire par le 2^e bureau, a chaleureusement défendu son projet en expliquant qu'il importait de procéder à cette enquête, parce qu'elle aura pour principal résultat de dissiper enfin le malentendu qui sépare en ce moment les diverses classes de la société.

M. Kolb-Bernard croit qu'il y a peut-être quelque danger pour l'Assemblée à faire elle-même cette enquête, surtout si elle ne trouve pas une satisfaction suffisante à donner à certains sentiments qui se manifestent.

Il préférerait voir l'enquête se faire par l'initiative privée.

La prochaine réunion a été fixée à jeudi.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

Les députés des départements de l'Est se sont réunis hier, avant la séance publique, sous la présidence de M. Leblond.

La question à l'ordre du jour était la résolution à prendre au sujet du concours à donner à la souscription nationale.

Les députés de l'Est ont décidé qu'il fallait recommander à toute la France le mode de souscription conditionnelle déjà appliqué dans le département de Meurthe-et-Moselle, notamment à Nancy. Ce mode subordonne le versement des souscriptions individuelles à la réalisation d'une souscription totale de 500 millions. Cette forme conditionnelle, qui paraît, suivant les députés de l'Est, la plus propre à assurer le succès de l'œuvre, n'exclut d'ailleurs aucune espèce de participation à la souscription nationale.

Les députés de Nancy assistaient à cette réunion, à laquelle étaient présents les députés des Ardennes, de la Marne, de la Haute-Marne, de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Haute-Saône et des Vosges, ainsi que MM. Keller, député de Belfort, et Kranz, député de la Seine.

Les députés de Nancy ont obtenu de la bienveillance du préfet de la Seine que celui-ci tolérât non-seulement qu'on ouvrît des caisses dans chaque mairie, mais aussi qu'on placât des registres destinés à recevoir les noms des souscripteurs.

LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE

La commission qui examine le projet de loi concernant l'instruction primaire a entendu plusieurs auteurs d'amendements, entre autres MM. Henri de Lacretelle, auteur d'un contre-projet dont nous avons précédemment analysé les principaux points; Guichard, Naquet et Beaussire.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 5 février

Présidence de M. Vautrain.

LE BAS PORT DE L'ARSENAL. — EXPLOITATION DE LA VOIRIE DE BONDY. — LES INDEMNITÉS.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la location du bas port de l'Arsenal.

M. Baudouin, au nom de la 6^e commission, propose:

1^o D'accorder au sieur Poitevin, locataire, la remise d'un trimestre et demi, moyennant le paiement immédiat du surplus de sa dette; 2^o De ne faire fin à tous les baux des terrains du bas port;

3^o De mettre en adjudication la partie du bas port occupée précédemment par MM. Jossier, Cornillon et Poitevin, avec une obligation pour le preneur d'y construire des docks, conformément aux plans d'administration, et enfin d'attribuer un subside de 100,000 francs, sous forme d'occupation desdits ports et magasins.

M. Lockroy rappelle que la construction du boulevard Richard-Lenoir, en supprimant les ports du canal Saint-Martin, n'a laissé aux baigneurs que le bas port de l'Arsenal.

Ce bas port, loué par l'administration à la compagnie Jossier et Cornillon, était sous-locataire à des marchands de ciment et de matières encombrantes, auxquels elle imposait la condition de se servir spécialement de ses bateaux. En se rendant ainsi entièrement maîtres de tout le bas port, MM. Jossier et Cornillon avaient supprimé toute concurrence. En leur accordant un nouveau bail, sous la seule condition de construire des docks sur le bas port, M. Lockroy croit que le conseil achèverait de tuer la concurrence, auquel cas la compagnie Jossier et Cornillon pourrait à volonté élever ses tarifs aussi haut que le font les chemins de fer.

Il faut que la concurrence fasse revivre l'industrie des matières encombrantes.

Elle peut se développer maintenant que nos barrages de la Seine sont amodés.

L'orateur conclut en demandant au conseil de prononcer l'adjudication pure et simple du bas port de l'Arsenal.

M. Félix Delahaye connaît parfaitement la question, ayant été lui-même transporteur par eau.

Selon lui, le port de l'Arsenal est le seul qui soit commode; il faut donc que la ville en tire parti, mais ne le livre pas à un seul.

Il demande qu'il ne soit adjugé qu'à des entrepreneurs de débarquement et non à un transporteur par eau, qui aurait intérêt à empêcher toute concurrence.

M. Raynaud partage l'opinion de M. Lockroy et celle de M. Delahaye. Cependant, il dit que ce port n'est pas le seul qui existe, attendu qu'on y débarque que la dixième partie des marchandises de la Haute-Seine; quant à l'adjudication, il demande qu'on la divise en trois lots, afin que les différents bateliers puissent concourir à l'adjudication et qu'on ne soit pas monopolisé.

Deux amendements sont déposés.

Le premier, de MM. Raynaud et Félix Delahaye, demande l'adjudication en quatre lots égaux, par soumissions cachetées et pour une durée de trois années.

Le deuxième, signé de M. Richard, propose la liberté complète et sans location du débarquement sur le bas port de l'Arsenal.

Ces deux amendements sont renvoyés à la commission.

M. le président donne connaissance du travail de la commission de la voirie de Bondy, et lit le projet de délibération qu'elle a préparé.

L'article 1^{er} de ce projet est ainsi conçu: 1^o L'exploitation de la voirie de Bondy sera mise en adjudication. — Adopté.

Sont également adoptés les articles 2, 3, 4, 5 et 6.

Une discussion s'élève à propos de l'article 6, sur le point de savoir si l'adjudication aura lieu en un ou plusieurs lots.

Le conseil décide que l'adjudication aura lieu en un seul lot.

M. Prestat soutient son amendement par lequel il a demandé que l'adjudicataire fût tenu de traiter le stock, à charge de payer à la Ville une redevance par chaque mètre cube de matière extraite des bassins et au fur et à mesure de l'extraction.

Cet amendement mis aux voix est adopté et devient l'article 7 de la délibération.

La discussion s'ouvre sur l'article 8, relatif au cautionnement de l'adjudicataire.

MM. Prestat et Delahaye demandent que le cautionnement soit fixé à 500,000 francs, dont moitié serait rendue à l'adjudicataire après qu'il aura fait des constructions pour 200,000 francs au moins à Bondy et qu'il aura traité la totalité du stock.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Les articles 9, 10 et 11 du projet de délibération

tion de la commission sont successivement adoptés.

L'ensemble du projet mis aux voix est voté par le conseil.

M. Tranchant rappelle que la préfecture avait assigné le 15 novembre comme délai pour présentation des demandes d'indemnités soumises aux commissions cantonales à l'occasion des dégâts de sièges.

Depuis que ce délai est expiré, certaines commissions ont examiné les affaires qui leur sont parvenues; d'autres les ont renvoyées à la Préfecture.

Il est absolument nécessaire d'adopter sur ce point une solution unique, et M. Tranchant demande que M. le préfet prenne des mesures en conséquence.

M. Tranchant appelle l'attention de M. le préfet sur une autre question du même ordre.

Certains des intéressés se sont bornés à saisir la préfecture de leurs réclamations par voie contentieuse. Quand leurs réclamations sont arrivées à la préfecture avant le 15 novembre, on elles ont été considérées comme un droit de saisir ultérieurement les commissions cantonales de demandes par voies gracieuses.

M. Richard appelle l'attention de M. le préfet sur l'urgence qu'il y aurait à régler les indemnités destinées à réparer, autant qu'il sera possible, les dégâts de la guerre dans le département de la Seine.

M. le préfet répond que les questions soulevées par MM. Tranchant et Richard ont trop d'importance pour être traitées immédiatement et demande le renvoi à la prochaine séance.

La séance est levée à six heures.

LES ACTES OFFICIELS

Les électeurs du canton de Bousières (Doubs) sont convoqués pour le dimanche 25 février courant, à l'effet d'élire leur représentant au conseil général.

NOMINATIONS DE PRÉFETS

M. de Tracy, préfet de l'Aube, est nommé préfet du département de la Savoie, en remplacement de M. Guiter, décédé.

M. Paul Cambon, secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet du département de l'Aube, en remplacement de M. de Tracy.

LIGUE DE LA DÉLIVRANCE

COMITÉ DU NEUVIÈME ARRONDISSEMENT

Séance du 4 février 1872

La quatrième réunion de la Ligue de la délivrance, pour le rachat du territoire, au lieu dimanche dernier, à deux heures, dans la salle Herz, sous la présidence de M. Vesin.

M. Vesin développe d'abord les différents modes de souscription pouvant être le plus facilement mis en œuvre, afin d'éviter une crise monétaire, au cas où l'appel fait au pays serait accueilli de façon à réunir les trois millions nécessaires à la libération. M. Desmarest a pris ensuite la parole relativement aux modes de souscription. L'orateur croit convenable, afin de ne pas encombrer le travail des maires, les promesses de versements soient transmises aux comités des divers arrondissements, qui les inscriront sur des registres à souche. M. Desmarest annonce à ce propos la formation du Comité des dames du 9^e arrondissement. Son avis est que l'œuvre préparatoire accomplie, ces comités provisoires devront abdiquer en faveur d'un comité définitif.

Après quelques mots de M. Matharel, demandant que le comité du neuvième arrondissement envoie des délégués dans les autres comités pour stimuler leur zèle, M. Desmarest propose d'établir les commissions ad hoc au comité du neuvième arrondissement, dans l'hôtel actuellement occupé, 11, rue Pigalle.

A ce moment, on lui fait passer une note qui lui annonce que le directeur du Grand-Hôtel offre le local nécessaire sur la proposition de M. Desmarest: on lui vote des remerciements.

La séance est levée, après quelques paroles très remarquables de M. Feyt, qui demande que pendant sept ans il soit versé 100 fr. par an par cinq millions de souscriptions. On obtiendrait facilement ainsi, dit l'orateur, trois millions 500 millions. Les cinq millions de souscriptions se trouveraient aisément, croit-il. Son projet est renvoyé à la commission d'examen.

Avant la clôture, un des délégués de la ville de Nancy prend la parole et dit que, en supposant que les 500 millions mis comme condition de la validité des souscriptions de ses compatriotes, ne soient pas atteints, aucun des souscripteurs ne retirerait sa parole, si le mouvement, tout en ne donnant pas le chiffre qu'il s'est proposé, est unanime en France.

Le projet de statuts et de règlement présenté par le bureau a été adopté à l'unanimité.

NOS INFORMATIONS

LES PAUVRES À BERLIN

Berlin est « la véritable capitale du prolétariat ».

Les chiffres sont éloquentes: Sur 1 million d'habitants, on n'en compte que 17,028 dont le revenu annuel dépasse 1,000 thalers (3,750 fr.), tandis que 59,631 ont moins de 300 thalers par an.

Plus de 151,631 familles doivent vivre avec 100 thalers (375 fr.) par an.

289,320 personnes habitent 74,972 logements, dont seulement une chambre à feu.

18,534 sont sans cuisine.

14,292 sont dans les souterrains des maisons.

5 millions que M. de Bismarck nous prend ne profiteront guère à la population malheureuse.

LES RÉPARATIONS DU THÉÂTRE-ITALIEN

Des réparations très sérieuses vont commencer aujourd'hui même au Théâtre-Italien. Les propriétaires de la salle, qui le projet d'entreprendre, veulent y consacrer une somme de cent mille francs. On va redorer du haut en bas la salle qui en avait grand besoin, surtout aux étages supérieurs. Les peintures du plafond vont être également entièrement refaites, car elles étaient, du côté gauche surtout, tellement fanées qu'on ne pouvait les distinguer qu'à peine. On va également recouvrir la plupart des fauteuils, et surtout des stalles d'orchestre, qu'un long usage avait rapés jusqu'à la corde. En même temps, d'importants travaux seront exécutés sur la scène, au cintre et dans les dessous, pour que le jeu des décors soit plus facile. On modifiera en même temps le système des conduites de gaz. Ces travaux dureront trois mois environ, et seront terminés à la fin d'avril ou dans la première quinzaine de mai. Les représentations pourront en tous cas commencer au mois de juin.

RÉUNION DES DISTILLATEURS DE PARIS

Hier a eu lieu une importante réunion des distillateurs de Paris, chez un des membres les plus anciens de la corporation, M. Bou-

hart-Achais, rue du Faubourg-Saint-Antoine. La question à l'ordre du jour était l'élévation du prix des produits de la distillerie, si la Chambre accepte la surtaxe proposée par M. Haentjens sur les alcools. Il a été décidé que, si la loi est votée, une réunion générale de tous les distillateurs de Paris sera convoquée pour que l'augmentation de prix ait lieu simultanément partout dans la même proportion. Une députation des distillateurs de Paris était, à la même heure, entendue par la commission des taxes nouvelles, pour protester contre la surtaxe proposée par M. Haentjens.

UNE RÉUNION AU QUARTIER LATIN

Hier, le café des Serres, situé boulevard Saint-Michel, devant le Luxembourg, était comble de jeunes gens, tous étudiants, qui, depuis une huitaine de jours, s'y étaient donné rendez-vous, afin de discuter une proposition sur le compte de laquelle on devait prendre une détermination définitive. Il s'agissait des pourboires. Depuis longtemps on faisait passer parmi les élèves des Ecoles de droit et de médecine, une circulaire dans laquelle on proposait aux habitués du quartier de donner l'exemple, en supprimant ces abus, non-seulement dans les cafés, où le plus souvent les patrons en profitent, mais encore dans tous les établissements où cela se fait d'ordinaire. Après une longue discussion, à laquelle ont pris part plus de 40 personnes, on a voté à l'unanimité la suppression des pourboires. Une députation a été aussitôt envoyée aux cafés les plus fréquentés du quartier latin, et de nombreuses adhésions ont été recueillies. Inutile de décrire la stupeur des patrons.

AUGMENTATION DES CONSOMMATIONS DANS LES CAFÉS

Un très grand nombre de cafés viennent d'afficher sur leurs glaces un avis pour prévenir le public que les consommations sont augmentées de 5 centimes, à cause de l'élévation du prix des alcools et boissons fermentées. C'est surtout dans les cafés de second ordre qu'a été prise cette mesure, la plupart de ceux du boulevard ayant décidé que, provisoirement, ils ne modifieraient pas leurs prix. Dans quelques-uns on lit même cet avis: « Les consommations ne seront pas augmentées. »

LA SOUSCRIPTION DES MAÎTRES CHARPENTIERS

Les maîtres charpentiers, dont la corporation a toujours donné de si grandes preuves de patriotisme, organisent en ce moment une exposition d'objets par eux fabriqués et dont la vente sera faite au siège de la Société, 62, rue des Marais, au bénéfice de l'Œuvre de la souscription patriotique des dames de France.

Cette exposition, dont nous avons été à même de voir les préparatifs, sera faite dans une salle de plus de 10 mètres de longueur, ornée de drapeaux tricolores, attachés à des boussons sur lesquels on lit 1870-1871. La vente sera faite par les femmes et les filles des braves ouvriers qui sont venus apporter leurs travaux. Parmi les pièces les plus curieuses, nous citerons une cathédrale en bois découpé due à l'habileté d'un nommé Paul Rimy, dont nous avons été à même d'apprécier le talent à l'exposition dernière, ainsi qu'un délicieux coffret dont tous les contours ont été faits à la scie.

L'exposition ouvrira ses portes au public le

taient les journalistes officiels de la Commune qui venaient rendre leurs comptes à la justice.

Je conçois que, par esprit de corps, on ne se soit pas empressé d'étaler aux yeux du public ces plaies délicates; mais il y a si peu d'assimilation à faire entre des écrivains qui se sont donné la mission de s'entretenir chaque jour avec le public et des drôles de lettres qui, pendant quelques heures, se sont vu affublés d'un rôle dont ils ne savaient pas le premier mot, qu'on peut bien en parler aujourd'hui.

C'était une jolie prétendrière que ce pauvre Journal officiel, pendant le règne de MM. Descluze, l'Yat et consorts. La maison du quai Voltaire, 31, installée si confortablement, où tout respire la bonne compagnie, et entre les murs de laquelle jamais un mot plus haut que l'autre n'avait retenti, se vit tout à coup livrée au tumulte, au désordre, à la débâcle et à l'intempérance, qui sont le propre de la fureur communarde.

Le comité central avait dans son sein beaucoup de bavards, de brailleurs et même de prétendus hommes de lettres qui, tout en sentant la nécessité d'une publicité officielle, se rendaient justice et n'osaient s'emparer d'un service où il fallait autre chose que du zèle.

Il y avait là un jeune homme, étudiant en droit, qui s'avancait hardiment, et dit : — J'ai collaboré à plusieurs journaux; je connais le métier, je suis votre homme.

Voilà Lebeau, un joli garçon, bien taillé, haut sur pattes et de verbe, qui s'en vient, au nom de la loi, s'emparer de l'aristocratie maison du quai Voltaire. Ah! les murs des salons et des cabinets en ont vu de belles! car Lebeau ne pouvait diriger l'Officiel sans avoir sur son bureau chopés et verres d'absinthe, et sur ses divans de blanches filles donnant leur avis sur la prose à insérer. Les belles filles faisaient scandale, a-t-on dit; que pouvaient-elles bien faire, grands dieux! à cette époque de lâcheté-aller et d'indulgence, pour qu'on en ait parlé?

Cela dura quatre jours! on remplaça Lebeau par Longuet, autre type, celui-là aussi. Longuet arrive au quai Voltaire et ordonne à Lebeau de déguerpir de poing!

— Tu t'en iras! — Je ne m'en irai pas! — J'ai été nommé par le peuple souverain! — Moi aussi! — Tu mens! — Aristote! — Prus-tien!

Et vi et vian, la bataille recommence et la garde arrive.

On assure que la maison est un peu mieux habitée aujourd'hui. Oui, j'en conviens, M. Witterschmidt est installé chez lui, mais... il n'est pas seul.

On avait fait grand bruit de rigueurs de la censure à propos des pièces jouées, ces jours-ci, au Vaudeville et aux Variétés, et en définitive, nous avons vu qu'elle s'est montrée assez bonne princesse. Les directions de théâtre ne répugnent pas généralement à laisser courir ces bruits qui font, d'avance, monter leur actions. C'est à dire leurs billes; et s'il y a un désappointement, c'est toujours le public qui l'éprouve.

Rabagas commence bien et finit mal, comme tant de choses en ce monde : c'est une locomotive lancée à toute vapeur qui, à pendant trois actes, les allures d'une grande œuvre et qui, tout à coup, déraile, se refroidit et se voit remorquée jusqu'à la gare par deux bons chevaux percherois.

C'est un peu le défaut de Richard Darlington, d'où procède Rabagas, quoique de très loin; seulement, dans la pièce de Dumas et Dumas, le drame était si bien préparé qu'après le crime commis par l'ambitieux, on ne s'intéressait plus à ce qu'il deviendrait une fois au pouvoir.

Je conçois que l'auteur de Rabagas ait été effrayé des extrémités auxquelles la logique des faits le poussait à porter son héros; c'était là, très certainement, que la censure aurait eu de sérieux défilés avec lui. Il s'est sagement tiré du péril, et il a bien fait; mais, s'il n'en croyait, il reprendrait, en artiste, son œuvre au troisième acte, et écrirait, pour le lecteur seul, les deux autres actes qu'il a dû réver.

Rabagas, Petrowski, Vuillard et Chaffin au pouvoir, ce serait désolant.

Le fisc est bien exigeant, mais que de fois on voit ses rigueurs exagérées encore par un faux zèle de pur simples malentendus.

Ainsi, je me fais aujourd'hui l'écho d'une catégorie de contribuables très nombreux et qui, vu la modicité de la somme indûment perçue, ne s'avisent jamais de réclamer. Je me puis écrire que le fisc compte là-dessus.

Les individus qui, pour leur propre compte, soit pour celui des compagnies de chemins de fer, soit le factage, c'est à dire le transport à domicile des objets de petite messagerie ou de grande vitesse, présentent à signer un livre sur lequel, au bout de trois cases, se trouve collé un timbre de 10 centimes.

Il y a, sur chaque feuille, autant de timbres collés que de destinataires. Or, certains de ceux-ci n'ont acquitté qu'un factage de 60, 70, 80 centimes, tandis que d'autres, outre ce factage, ont un port à payer qui, souvent, élève la somme totale depuis 1 franc jusqu'à 30 et 40 francs.

La loi porte que le droit de 10 centimes ne sera perçu que pour les factures au-dessus de 10 francs. Ce livre de factage n'est autre chose qu'une facture.

Il y a donc là un excès de zèle des facteurs, car ils n'en profitent pas, et tout le monde se plaint. Il faut aviser à cela, au plus tôt.

Jadis on chantait, mais on payait. Aujourd'hui on paye et l'on crie; ce n'est pas cela qui entend obtenir la bonne justice. Nous voulons bien donner, donner encore, donner toujours, pour notre rachat, mais nous ne voulons pas qu'on nous extorque.

Autrement, on s'expliquerait un peu trop l'estime, l'affection toute particulière que M. de Bismarck a, dit-on, pour notre ministre des finances. Je ne veux pas croire qu'il ait pour mission de nous dépouiller, et nous lui demandons quartier?

CHRYSALE.

EXPERIENCES SUR LA DYNAMITE

L'EMPEREUR DU BRÉSIL AU FORT DE MONTROUGE

Il y a une huitaine de jours, l'empereur du Brésil assistait au fort de Montrouge à une série d'expériences faites par M. Barbe, officier d'artillerie, et M. Brüll, ingénieur civil, sur les effets de la dynamite. Cette substance explosive est composée de nitro-glycérine et de sable fin, de façon à former une pâte humide qui a toute l'énergie explosive de la nitro-glycérine sans en avoir les dangers. La dynamite est fabriquée en grand et employée fréquemment en Angleterre et en Allemagne. Le gouvernement français a fait construire il y a un an, près de Port-Vendres, dans les Pyrénées-Orientales, une manufacture qui en produit de quoi suffire aux besoins du génie français et de notre industrie. Mais il est à souhaiter, au point de vue de l'économie

comme à celui de la commodité, que l'emploi de la dynamite se généralise.

L'empereur du Brésil a paru très convaincu des avantages de la dynamite et de la supériorité qu'elle présente sur les autres poudres détonantes. Nous espérons que les efforts de M. Barbe pour en vulgariser l'emploi ne resteront pas infructueux.

ASSEMBLEE NATIONALE

Séance du 5 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Tirage au sort des bureaux. — Proposition tendant au rétablissement de la loi de brumaire au VI, qui soumettait au timbre et à l'enregistrement les livres des commerçants.

Après l'évaluation de l'auteur de la proposition, le produit de cet impôt s'élèverait annuellement à 70 millions.

L'urgence est déclarée, et la proposition est renvoyée à la commission du budget.

Il est procédé successivement au scrutin sur un projet de loi portant ouverture au ministre de l'Intérieur d'un crédit supplémentaire de 4,400,000 francs pour dépenses du personnel des lignes télégraphiques.

Le projet de loi est adopté.

Député par M. d'Aboville d'une proposition concernant le compte rendu des séances de l'Assemblée nationale. Cette proposition est la reproduction du sénatus-consulte de 1851.

M. d'Aboville demande l'urgence et le renvoi de sa proposition à la commission déjà chargée d'étudier les moyens d'assurer la publicité des débats de l'Assemblée nationale.

L'urgence n'est pas adoptée.

La proposition est renvoyée à la commission d'initiative.

M. de Gavardie a la parole pour adresser une question à M. le garde des sceaux.

Ce matin, dit-il, j'ai été exposé publiquement en vertu d'une des ruses les plus fréquentes de Versailles, une brochure intitulée *Catechisme populaire républicain*. (Rumeurs.) Cette brochure, qui se vend 50 centimes (Bruit), est éditée dans des conditions évidentes de propagande populaire.

Ma première impression avait été, à raison de la gravité des doctrines consignées dans cet écrit, d'élever le débat à la hauteur d'une véritable interpellation. (Nouveaux bruits.) En effet, la France, en ce moment, est inondée de publications antisociales et anti-religieuses. (A droite : C'est vrai!) Mais, à raison des circonstances délicates où nous nous trouvons, je me borne à appeler l'attention de M. le garde des sceaux sur la nécessité de réprimer de telles publications. (Très bien à droite.)

L'orateur donne lecture de quelques passages de cette brochure, qui est rédigée par demandes et par réponses.

Exemple : « D. Faut-il chercher au-dessus et en dehors de l'homme le principe de la justice? »

M. Laugel : Très-bien!

M. de Gavardie : Attendez la réponse et vous direz. Très-bien! — R. Non, car l'homme cesserait d'être un être moral et tomberait au niveau de la brute si le principe de la justice existait en dehors de lui. (Bruit d'applaudissements à gauche.)

L'autre demande : « A la loi morale n'a-t-elle donc pas été révélée et enseignée à l'homme par la religion? » — R. Non, car les religions, uniquement fondées sur les dogmes, conçoivent à l'esprit, non rien de commun avec la loi morale, qui est inhérente à la nature de l'homme. (Assez! assez! — A droite : Non! non! laissez!)

L'orateur, continuant : « D. Qu'est-ce que la justice? » — R. La justice consiste à rendre à chacun ce qui lui est dû. — D. Qu'est-il dû à chacun? — R. L'intégrité de son corps, l'usage commun de ses sens. Il lui est dû encore la santé. — D. Qu'est-ce que l'homme? (A droite : Ah! ah! voyons cela!) — R. C'est l'humanité tout entière, commencement et fin de toute justice et de toute loi.

Enfin, dernière citation : « D. Qu'est-ce que l'homme? (Assez! assez!) — R. C'est celui qui prétend que Dieu a créé l'homme, afin d'être comblé, aimé et servi par lui, n'exigent pas autre chose de l'homme que de renoncer à sa raison, à son intelligence, à sa liberté morale, de se nier eux-mêmes et de se soumettre au face d'une puissance absolue dont il ne lui est pas permis de comprendre la nature. » (Bruit croissant.)

Je m'arrête, messieurs; j'ai assez dit pour justifier la demande que j'ai faite.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice : M. de Gavardie m'a communiqué le petit livre dont il vient de lire quelques extraits, en me priant de l'interpellation qu'il avait l'intention de m'adresser à ce sujet. Je lui ai répondu que je lirais le livre tout entier, et qu'ensuite je saurais s'il était justifiable ou des tribunaux ou du bon sens public. (Approbation.)

Député par M. Sazac d'un rapport sur un projet de loi relatif aux peines infligées aux affiliés d'associations générales des travailleurs.

L'ordre du jour appelle la discussion des propositions de MM. de Tréveneuc, Vélillard, d'Aboville, Vente, Depierre et plusieurs de leurs collègues, relatives au rôle éventuel des conseils généraux dans les circonstances exceptionnelles.

M. de Tréveneuc a la parole. Il commence par résumer l'Assemblée de la manière dont elle a voté sa proposition. Nous l'entendons d'instinct; nous saisissons qu'il dit que son projet a l'assentiment de beaucoup de personnalités considérables, entre autres celle de chacun voudrait voir au banc des ministres. Si vous l'adoptiez, vous étiez dans l'avenir de grandes conséquences. Catilina, ou César, Spartacus ou Tibère, l'aurait appelé à l'appareil. (Exclamations.) Il ne serait plus à craindre.

Nous traversons une des crises les plus terribles qui se soient produites dans le cycle révolutionnaire (Mouvement.) qui dure depuis un siècle. 93 et le Terreur ont enfanté le 18 brumaire. Le 15 mai, le 24 juin ont rendu possible le 2 décembre. Mais nous ne nous tiendons pas pour satisfaits. Nous sommes en rupture de ban? (Rires bruyants.) La première chose à faire est de nous sauver des canyons de ce genre. Quoiqu'il en soit, l'audace de ces bêtises d'extrême vient toujours nous faire craindre quelque chose. L'honorable M. de Tréveneuc parle très bas. Nous ne saisissons pas distinctement ses paroles.

Mais je me laisse entraîner au delà des limites que je m'étais imposées. (Rire général.) Je rentre dans notre proposition. C'est une loi de salut public qui ne porte aucune atteinte à la tranquillité de l'Etat, c'est une mesure de précaution, voilà tout. Dans les grandes guerres, dans les expéditions lointaines, celui qui dirige est toujours doublé d'un suppléant en cas de mort; dans les monarchies héréditaires, la succession est réglée de manière que le pouvoir ne reste pas vacant.

Notre loi prévoit telles circonstances qui, je l'espère, n'arriveront pas, et y pourvoir par la création d'une assemblée suppléante, nommée dans les conditions électorales les meilleures et les plus constitutionnelles et donnant au pays toutes les conditions de sécurité et de stabilité.

En la votant, messieurs, vous assurerez l'invulnérabilité de la souveraineté nationale, vous rendrez à jamais possible la confirmation des droits du peuple.

M. Boyssac s'associe à la pensée qui a dicté à M. de Tréveneuc la proposition sur laquelle la Chambre est appelée en ce moment à se prononcer. Oui, la France, malgré ses malheurs, reste une grande nation! Oui, elle veut par-dessus tout l'ordre matériel, l'ordre dans les consciences; elle veut se débarrasser enfin de ces coups de force, de ces surprises de nuit qui, à diverses reprises déjà, sont venues troubler son repos.

Mais, s'il est d'accord avec M. de Tréveneuc pour féliciter ces entreprises odieuses que l'histoire qualifiera encore plus sévèrement, l'orateur conteste l'efficacité des mesures qui sont proposées. Que voulons-nous tout dire? Il y a l'avenir. Les assemblées nationales, qui se composent de mandataires de la nation, ne sont plus violentes. Ce résultat sera-t-il obtenu par la combinaison patriotique soumise aux résolutions de la Chambre? Je n'en suis pas sûr.

Lorsqu'il s'agit d'un de ces coups de force sur

lesquels la fureur ne sera jamais assez jetée, qu'ils s'appellent brumaire ou décembre...

A droite : Et le 4 septembre? (Violente agitation. Une partie des membres de la gauche se lève et interrompt vivement leurs collègues de la droite.)

M. Boyssac répondit : Lorsqu'il s'agit d'un coup de force comme ceux de brumaire et de décembre...

Voix nombreuses à droite : Nommez le 4 septembre. Il faut que chacun ait sa part.

M. Pelletan, de sa place : Je proteste de la manière la plus énergique. Il n'est pas permis de comparer le 4 septembre à l'attentat du 2 décembre. C'est un outrage.

Voix à droite : Vous n'avez que des factieux!

M. Pelletan : Les hommes du 4 septembre représentent l'ordre à ce moment.

M. le président : Ne répondez pas aux interruptions. Vous aurez la parole pour répondre.

M. Pelletan : Nous ne pouvons nous laisser attaquer ainsi. On nous défie, on nous insulte, on nous interpelle pour réprimer ces outrages.

M. le président : Personne ne vous insulte. Je ne le tolérerais pas. La tribune est ouverte à tout le monde.

Plusieurs membres à gauche. — Nous demandons la clôture. Nous ne pouvons nous laisser attaquer ainsi et nous ne pouvons pas répondre.

M. le président : Jamais la clôture n'a empêché les interpellations.

Les mêmes membres : Notre voix est étouffée.

M. le président : La voix de personne n'est étouffée à la tribune.

M. Boyssac : Je ne dirai qu'un mot sur le 4 septembre. L'Assemblée nationale n'a-t-elle pas prononcé la déclaration d'une régence sociale, le 1^{er} mai 1871, du régime inqualifiable qui s'était établi le 2 décembre et qui a fini dans la honte de Sedan?

Un ordre du jour a été voté à l'unanimité moins 4 ou 5 voix, et cet ordre du jour était ainsi conçu : « Dans les circonstances douloureuses que traverse la nation, l'Assemblée nationale confirme la déclaration de Napoléon III, et le rend responsable de la ruine, de l'invasion et du démembrement de la France. » (Applaudissements.)

A ce moment-là vous étiez d'accord avec la nation, et par là n'avez-vous pas, sinon glorifié, au moins approuvé la révolution du 4 septembre? (Protestations à droite.)

M. Baragnon : Le crime n'est pas d'avoir pris le pouvoir, mais de l'avoir gardé.

M. Boyssac : Lorsque, par exemple, une Assemblée se fait le complice de mesures rétrogrades ou stationnaires, la révolution est justifiée. (Très bien à l'extrême gauche. — Vives protestations à droite.) L'histoire est là pour prouver ce que j'avance.

Et l'orateur cite le passage d'un discours de M. Guizot à la date du 17 novembre 1831, dans lequel il trouve la confirmation de la légalité des révolutions.

Voix à droite : Et la révolution de 1848!

M. Boyssac : La révolution de 1848 a été suffisamment glorifiée par tous ceux que j'aie besoin d'en parler.

Ainsi donc, dans quelque hypothèse qu'on se place, qu'il y ait un coup d'Etat ou un de ces efforts collectifs de la conscience générale qui aboutissent à une révolution, je crains que les propositions qui nous sont proposées soient inefficaces.

Si vous voulez éviter toute révolution, unissez-vous, messieurs, au pays qui veut vivre de travail et de liberté. Soyez en communion, en correspondance intime avec la nation tout entière; et alors vous n'aurez pas besoin de ces mesures qui sont étrangères d'un caractère qui les rend inapplicables. (Vifs applaudissements sur les bancs de la gauche.)

M. Baragnon. — Il me semble que l'orateur m'a précédé à la tribune à beaucoup moins discuté la proposition qu'il n'a fait l'apologie des révolutions. (Où! où! à droite.) Il est montré sévère pour ces actes isolés, commis dans la nuit, alors que la représentation nationale, la nation entière a été en quelque sorte violée.

Il a bien fait. Mais quand il est arrivé à parler de ces mouvements populaires dans lesquels la foule égale par quelques meneurs envahit l'enceinte législative, à travers des portes qui lui ouvrent des complaisants qui se laissent conduire à l'hôtel de ville, (Très bien à droite!) où alors, il est plein d'excuses et de complaisances. (Bruit à gauche.) Rendons à chacun ce qui lui est dû, et disons que les coups d'Etat, aussi bien que les révolutions, sont des crimes dont la responsabilité est, même malgré eux, sur ceux qui les ont commis.

Les révolutionnaires de la veille ont beau devenir les conservateurs du lendemain, ils gardent la responsabilité de l'insurrection triomphante qui pèse sur les destinées de la patrie.

Est-ce que celui qui le premier a violé les portes de l'hôtel de ville n'a pas, en réalité, allumé les torches qui ont consumé plus tard? (A droite : Oui! oui!)

Je sais qu'il y a eu des circonstances où des hommes ont eu le malheur de recevoir d'un peuple égaré le pouvoir tombé.

M. Laugel : Au 4 septembre, le peuple n'était pas égaré.

M. Baragnon : Ils sont toujours égarés ceux qui envahissent une enceinte législative où se réunissent les représentants de la nation. Je ne blame pas les hommes-là d'avoir renversé l'empire, mais d'avoir enlevé des mains de la Chambre un pouvoir qu'elle aurait légitimement saisi quelques instants après. (A droite : C'est cela!)

Ils l'ont si bien compris que quelques-uns d'entre eux ont voulu convoquer la nation dans les conditions les plus favorables, devant des influences que l'histoire enregistrera un jour! (Nouvelle approbation à droite. — A la question!)

Je reviens à la question. On prétend que la proposition de M. de Tréveneuc sera impuissante contre les coups d'Etat et contre les insurrections. Je ne le pense pas. Ceux qui nient que cette proposition n'aurait pas une influence puissante sur le pays sont dans l'erreur.

Elle rendra impossible des usurpations de pouvoirs qui se produisaient dans les départements lorsque le télégraphe annonçait un mouvement à Paris. Il y aura dans chaque province une assemblée qui restera maîtresse de la situation, et dans laquelle les fonctionnaires publics auront confiance.

Ce qu'il faut pour résister efficacement à un coup d'Etat, c'est que la résistance, au lieu d'être individuelle, soit centralisée dans des mains honnêtes, et c'est ce qui n'est pas arrivé par tout; car, moi, qui représente un département du Midi, j'y ai vu assassiner des hommes honnêtes, l'utilité d'un centre de résistance, voilà ce qui ressort de la proposition, et c'est pour cela que je l'appuie.

On a parlé de la légalité d'une insurrection. Qui peut en être juge? On a même fait allusion à la révolution de 1830.

L'histoire nous le prouve, mais il y a des aujourd'hui une grande vérité c'est que de ceux d'aujourd'hui qui ont fait, c'est qu'elle a été peut-être le principal empêchement au développement régulier de nos libertés, et qu'il pouvait alors y avoir d'autres moyens de consulter la nation et d'arriver, par le développement pacifique de ses libertés, à un état qui nous serions heureux de retrouver un jour. (Applaudissements à l'extrême droite.)

Je voterai, je le répète, pour la proposition, parce que je considère comme un devoir de ne rien négliger, même ce qui est douteux comme résultat, pour éviter le retour d'une insurrection victorieuse.

M. Castelnaud proteste, au nom du département de la Gironde, contre les inculpations qui ont été dirigées contre lui à la tribune. Il n'y a pas eu d'assassinats; il y a eu, au contraire, des populations qui ont fait leur devoir et qui ont été indignement attaquées. (Interruptions à droite.)

Il ajouta même que certaines personnes dans le département de l'Hérault se sont servies du bras de l'Empire contre ce qu'elles appelaient leurs ennemis, et qu'elles ont dressé des listes de proscription ont trouvé des instruments parmi des hommes qui s'abritaient sous un autre drapeau. (Nouvelle et plus vive interruption à droite.)

Un membre. — De quel drapeau parlez-vous? A quel parti faites-vous allusion?

M. Castelnaud : Au parti légitimiste.

Voix nombreuses : Nous étions tous en prison alors, au mont Valérien, à Mazas!

M. Castelnaud : Il faut établir une différence entre ce qui passait à Paris et dans le Midi. A Paris, le parti légitimiste était du côté de la résistance. Mais à Montpellier, à Béziers, à Bédarieux, il a agi autrement. (Agitation. — C'est une calomnie!)

M. Dupin : Il m'est impossible de laisser passer ces paroles sans protester énergiquement. Je donne à l'orateur, qui vient de dire que le parti légitimiste avait été la cause de proscriptions dans l'Hérault le démenti le plus formel, et je le défie de donner une preuve à l'appui de l'assertion qu'il n'a pas rougi de porter à la tribune.

Voix nombreuses : A l'ordre! à l'ordre!

M. de Castelnaud s'avance vers M. Dupin et engage avec lui quelques paroles vives.

Voix nombreuses : A la tribune! donnez des preuves!

M. Dupin : J'ai donné le démenti le plus complet à l'assertion donnée à la tribune.

M. Laugel : Un démenti et une assertion, c'est la même chose.

M. Dupin : J'ai défilé qu'on donne à tout le fait avéré.

A droite : Cela n'est pas possible! C'est un affreux mensonge!

M. Dupin : A la suite de mon défi, aucune preuve n'ayant été fournie, j'ai le droit de dire à l'orateur qui m'a précédé à cette tribune que c'est un calomniateur. (Agitation. — A l'ordre!)

Un grand nombre de membres à droite interpellent M. Castelnaud et le somment de fournir des preuves de ce qu'il a avancé.

M. Castelnaud : J'ai le droit de parler du 2 décembre, et j'ajoute que lors de ce coup d'Etat, des corps municipaux de l'Hérault ont offert une épée d'honneur au général Rostolan, l'auteur d'un grand nombre de déportations.

M. Dupin : Oui, mais c'était avant les déportations.

M. Castelnaud : Pourquoi l'avoir remercié au lieu de le déshonorer? N'y a-t-il pas déjà un indice de ce que j'ai dit et que je maintiens? (Réclamations à droite.)

M. le président : La suite de la discussion est renvoyée à demain.

L'ordre du jour est ainsi fixé :

A une heure, réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux; nomination des quatre commissions mensuelles.

Deux heures, séance publique.

Suite de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui.

La séance est levée.

LA SCIENCE

ACADEMIE DES SCIENCES

Séance du lundi 5 février 1872

PRÉSIDENCE DE M. FAYE

L'Aurore boréale du 4 février. — Retour du maréchal Vaillant. — Observations météorologiques et l'Annuaire de l'Observatoire. — Le Ballon dirigeable de M. Dupuy de Lôme. — Solution presque complète de la direction des ballons. — Discussion sur les fermentations.

Avant-hier soir 4 février, le ciel était illuminé par endroits d'une clarté d'un rouge cendré, velouté et faible. C'était comme ces couleurs qu'on aperçoit en fermant l'œil après avoir contemplé une lumière éclatante. C'était une aurore boréale. L'Académie reçoit un grand nombre de communications relatives à ce beau phénomène météorologique. La plupart des observateurs se bornent à la description de l'aurore. D'autres l'ont étudiée au moyen d'instruments précis et ont analysé la lumière avec le spectroscope. M. Cornu, entre autres, a examiné avec beaucoup de soin le spectre fourni par cette sombre lueur et y a découvert deux raies, l'une rouge, l'autre jaune-vert, qui paraissent caractériser spécialement les aurores boréales. Du moins, ces deux raies ne se retrouvent dans les spectres d'aucune autre lumière. Les aurores boréales sont produites par des décharges électriques s'accomplissant aux extrémités des plus reculées de l'atmosphère terrestre, et les raies qu'elles fournissent sont l'indice de la présence de substances indéterminées jusqu'ici.

Le maréchal Vaillant, qu'une longue maladie et de douloureuses émotions ont tenu longtemps éloigné de l'Académie, assiste aujourd'hui à la séance. L'excellent académicien paraît bien fatigué et bien vieilli; ses confères lui témoignent la plus grande satisfaction de le revoir et s'empressent respectueusement autour de lui pour le féliciter.

Nous avons dit dans un de nos précédents bulletins que la direction de l'Observatoire national venait de publier un *Annuaire météorologique* destiné à résumer les observations faites à l'Observatoire depuis un siècle et à fournir des documents exacts aux agriculteurs et aux navigateurs sur la situation actuelle de nos connaissances concernant les mouvements de l'atmosphère. Dans une des dernières séances de l'Académie un savant météorologiste, M. Renou, a relevé un grand nombre d'erreurs de fait, contenues dans cet *Annuaire*. M. Delaunay, directeur de l'Observatoire, a répondu, tant bien que mal, à ces critiques. Aujourd'hui M. Le Verrier — fait à l'Académie la proposition suivante : Attendu qu'il est démontré que l'*Annuaire météorologique* contient un grand nombre d'erreurs, et par conséquent qu'on n'y peut accorder aucune confiance; attendu que les divers recueils scientifiques ont publié depuis le commencement du siècle les observations météorologiques faites à l'Observatoire, et qu'il y a un grand intérêt pour la science à posséder un résumé exact de ces observations, etc., etc., je demande à l'Académie d'en faire publier une édition authentique. La proposition de M. Le Verrier sera discutée en comité secret.

Voici maintenant l'événement de la séance. C'est du ballon de M. Dupuy de Lôme que nous voulons parler. L'éminent ingénieur lit un long mémoire comprenant la description de son ballon, et le récit de l'ascension qui a eu lieu vendredi dernier. La construction de ce ballon avait été commencée au mois d'octobre 1870, pendant le siège de Paris, puis, entravée par toutes sortes de motifs; elle a pu être enfin terminée dernièrement, et l'expérience qui vient d'être faite est complètement satisfaisante. Le ballon peut-être dirigé. M. Dupuy de Lôme pose comme les deux conditions fondamentales auxquelles doit satisfaire un ballon dirigeable, les conditions suivantes : 1^{re} permanence de la forme du ballon, c'est à dire que le ballon ne doit pas pouvoir être déformé; 2^o fixité considérable de l'axe horizontal du ballon. Il montre, de plus, que la forme oblongue est la plus rationnelle pour assurer la stabilité de l'appareil. M. Dupuy de Lôme met sous les yeux de l'Académie un modèle de son ballon. Il a la forme d'un œuf, dont les deux extrémités sont pointues et jointes par une ligne parallèle à l'horizon. A cet œuf est suspendue, par un double système de cordages, une nacelle dans laquelle sont installés une hélice et un gouvernail. Le volume du ballon est de 3,454 mètres cubes, et sa force ascensionnelle

est de 3,799 kilogrammes. La nacelle en osier a 6 mètres 50 de longueur.

Le ballon ayant été gonflé avec de l'hydrogène pur, M. Dupuy de Lôme est parti de Vincennes vendredi dernier vers une heure. Il avait avec lui, dans la nacelle, onze personnes, dont huit manœuvres pour faire tourner l'hélice. L'ascension s'est très bien effectuée. La nacelle n'a éprouvé aucun mouvement relatif au ballon. On pouvait s'y promener comme dans un salon. La vitesse horizontale du ballon était de 10 kilom. à l'heure, pour 27 tours d'hélice par minute. Vers trois heures, M. Dupuy de Lôme est descendu près Noyon, à plus de 100 kilom. de Paris, sachant parfaitement où il descendait.

Nous ne pouvons pas entrer aujourd'hui dans de plus grands détails sur la construction extrêmement ingénieuse et savante du ballon de M. Dupuy de Lôme, ni sur les particularités très curieuses du voyage. L'auteur a lui-même un peu vite et nous n'en avons pas bien saisi toutes les parties. Mais nous reviendrons sur cette importante communication, qui a vivement intéressé l'Académie et qui a valu à notre célèbre ingénieur les félicitations du président. Si le problème n'est pas complètement résolu, il est bien près de l'être, et ce sera un fleuron de plus à ajouter à la riche couronne de l'industrie française.

La discussion sur les fermentations a suivi. M. Fremy a continué l'exposition des arguments qu'il oppose à M. Pasteur. Ces arguments sont vagues, contradictoires et généralement sans portée. M. Fremy ne sait pas ce que c'est qu'une expérience rigoureuse. Il n'en a jamais fait une de sa vie, et le voit qu'il ne peut répondre à M. Pasteur par des faits précis, lui oppose un déluge d'observations incertaines et toujours à côté du vrai terrain sur lequel il convient de placer le débat. M. Pasteur démontre que des liquides fermentescibles ne fermentent pas au contact de l'air pur, c'est-à-dire privé de germes.

Il démontre de plus que ces liquides fermentent sitôt qu'on les laisse au contact de l'air ordinaire ou qu'on y sème les poussières atmosphériques. Ces faits sont décisifs pour tout esprit scientifique; mais M. Fremy n'en est pas un, et il contestera toute sa vie les conclusions évidentes de M. Pasteur. L'Académie devrait en finir avec ces débats stériles. M. Dumas a essayé aujourd'hui, par quelques paroles discrètes et significatives dites avec l'éloquente autorité de son génie, de faire comprendre à M. Fremy qu'il y a quelque chose à reprendre à ses expériences, et qu'une fois pour toutes, une commission devrait édifier l'Académie à ce sujet. Mais M. Fremy repousse le contrôle d'une commission. M. Pasteur, lui, s'est toujours montré plus modeste.

BIBLIOGRAPHIE

La seule et véritable Histoire du Siège de Paris est certainement le Journal d'un Bourgeois de Paris, publié chez Dentu. Ecrit au jour le jour, tous les moindres faits y ont trouvé place. — Un fort volume de 900 pages. Prix : 5 fr.

VARIA

ÉCHOS DE PARTOUT

consultant, par exemple, les trois volumes illustrés consacrés par M. Jacquemart dans la *Bibliothèque des merveilleux* à la céramique (1^{er} Orient, 2^e Occident, 3^e Faïences et porcelaines). La pâte céramique, composée de kaolin, de feldspath, de sable quartzéux et d'un peu de craie détrempée et réduite à un état d'extrême division, est façonnée par le tournage. Pour les pièces rondes, l'ouvrier, plaçant sur le plateau horizontal d'un tour, qu'il met en mouvement, une masse de pâte à l'état liquide, lui imprime avec ses mains la forme voulue. Quand les pièces ébauchées ont acquis assez de fermeté, il les tourneuse, c'est-à-dire les réduit à l'épaisseur convenable, à l'aide du tour et de lames coupantes. Le moulage est un second procédé de fabrication.

Toutes les pièces qui ne sont pas rondes doivent être façonnées dans des moules composés de matières absorbantes, telles que le plâtre. Un troisième procédé, celui du coulage, permet de faire des pièces d'une légèreté extraordinaire; l'emploi en a été repris et beaucoup étendu dans ces dernières années; il a même été appliqué au façonnage des pièces de grande dimension, admises aux dernières expositions de la manufacture. Les garnitures, les anses, les bords, etc., moulés à part, sont collés à la pièce avec une pâte de même composition, mais plus délayée, nommée barbotine. C'est avec cette pâte liquide, appliquée au pinceau, que l'ouvrier modèle en relief sur le fond, d'une autre couleur, des ornements terminés ensuite à l'ébaucheur.

Les pièces achevées et parfaitement sèches sont passées au feu, et acquièrent dans cette première cuisson, de la solidité et de la porosité par l'évaporation de l'eau qu'elles contiennent. A cet état de demi-cuisson, la porcelaine prend le nom de *déglazée*. Pour la couvrir du vernis ou émail qui doit lui donner l'imperméabilité et le brillant, on la plonge dans un bain liquide, tenant en suspension du feldspath et du sable broyés très finement. Ainsi couverts, les pièces sont reportées au four et soumises à une température presque égale à celle des hauts-fourneaux, dans des étuis de terre cuite qui les isolent de la cendre et de la fumée.

Le vernis ou émail peut recevoir certaines couleurs métalliques, qui se fondent et s'incorporent avec lui. Mais, à cause de la haute température à laquelle elles doivent être soumises, ces couleurs sont bien limitées; elles sont fournies par des oxydes de cobalt, de chrome, de fer, de manganèse, d'uranie. Si les couleurs des porcelaines dures ou au grand feu sont limitées, au contraire les couleurs dites de *moufle*, parce qu'elles se parfument dans de petits fours ayant ce nom, et à une température moins élevée, sont très multipliées. Elles s'appliquent sur le vernis de la porcelaine cuite, et s'adhèrent avec lui qu'à l'aide de fondants appropriés. Les procédés de cuisson ont été améliorés, dans ces dernières années, par la substitution comme combustible de la houille au bois pour l'alimentation des fours. Cette méthode produit une économie de plus des deux tiers sur les frais de la cuisson.

Après avoir pris l'initiative de la rénovation des vitraux peints, qui encouragea particulièrement le roi Louis-Philippe, la manufacture, appréciant les progrès accomplis par l'industrie privée, qui l'avait suivie dans cette voie, crut devoir, avec l'assentiment du ministre, renoncer à cette branche de la fabrication. Mais elle se livre aussi à la peinture sur-émaux, cette partie de l'industrie artistique de la France qui fit la gloire de Limoges; enfin, elle a repris la fabrication de la porcelaine tendre, qu'une préoccupation trop systématique du directeur, M. Brongniart, avait fait abandonner, et qu'il eût à certains besoins de luxe que la porcelaine dure ne saurait satisfaire.

Nous nous arrêtons. L'art de la cuisson a été poussé très loin. Les silicates et les kaolins sont traités suivant toutes les formules chimiques.

miques. Mais nous n'avons rien qui rappelle les grandes écoles de mosaïque. M. Charles Garnier l'a fort bien remarqué. L'abandon des gallettes d'émaux destinées à la fabrication de mosaïques est une question importante dans les manipulations des matières premières. Un petit nombre de fourneaux fondant les émaux, quelques artisans les disposant suivant les procédés qui sont si connus; quelques salles où l'on pourrait professer, quelques ateliers où l'on pourrait produire, suffiraient, presque sans frais, sans dérangement, sans embarras, pour constituer une école de mosaïque, qui facilement s'acclimaterait en France! Nous devons dire, toutefois, que la récente direction de la manufacture de Sèvres est favorable à cet accroissement de notre grand établissement national, et que même, dans cette voie nouvelle, la France ne restera point en arrière. M. Charles Garnier, qui, à l'exemple de tant d'autres innovateurs, a tant sollicité pour que cette école soit fondée, n'aura point à regretter de voir défiler cette manifestation qui manquait à nos aptitudes nationales, ni à redouter qu'elle reste impuissante ou avorte misérablement.

Une nouvelle manufacture, bâtie sous la direction de M. Landin, à l'extrémité inférieure du parc de Saint-Cloud et sur le bord de la Seine, en face de l'ancien établissement, a été établie sans que le public fût bien informé des motifs pour lesquels on a jugé que cette reconstruction fût nécessaire. Aujourd'hui, après l'interruption forcée qu'entraînait le double siège de Paris, les travaux ont été repris. Le musée céramique est de nouveau ouvert au public, et les collections peuvent être visitées tous les jours. Le transport des collections s'est opéré sans encombre ni dégât, et la disposition des salles affectées à cette exposition permanente permet de mettre en relief les plus beaux produits de notre fabrication céramique.

Nous affirmons qu'on cherche à perfectionner l'organisation de la nouvelle manufacture, et que les projets présentés par le directeur actuel sont sages, intelligents et progressifs autant que consciencieux. Des concours spéciaux de peinture sur céramique seront à ce qu'on assure ouverts tous les ans. Les premiers numéros entreront de droit à la manufacture, si riche déjà en hommes de talent. Tous ces artistes seront sans rival le jour où leur mérite pourra ne plus être assujéti à un programme faux, suranné et contraire au génie de la race. Le directeur actuel veut faire de Sèvres le modèle de nos grandes écoles de l'art industriellement appliqué; ce sera encore un bien grand pas de fait. Notre art industriel est en péril; il est de notre devoir de ne pas laisser se gâcher nos populations ouvrières, si merveilleusement disposées.

Plus de cent mille ouvriers en Angleterre sont instruits et préparés par des expériences scientifiques appliquées à l'industrie. Les écoles d'art appliquées à l'industrie s'y multiplient, et les écoles normales et centrales y forment un grand nombre de maîtres de dessin, de ciselure, de sculpture, de gravure, destinés à diriger les écoles spéciales.

Déjà, en dehors de Londres, on compte dans les principales villes manufacturières des centaines d'écoles d'art dont les cours attirent aujourd'hui une élite de plus de cent mille ouvriers. Les professeurs de ces écoles spéciales enseignent en même temps les arts dans les écoles primaires publiques et privées. Grâce à toutes ces études, le goût de la classe ouvrière anglaise s'améliore, l'industrie touche à l'art, la machine remplace le travailleur; il reste à l'homme le rôle de travailler, le labeur de l'artiste.

Notre race ouvrière en France est admirablement disposée. Il y a là un acquis, une tradition d'habileté, d'aptitude, qu'il faut aider et diriger, faire fleurir. La stimulation d'une grande école nationale à la manufacture de Sèvres, ne saurait venir plus opportunément.

MAURICE CRISTAL.

ÉCHOS DE PARTOUT

La Société aérostatique de France prépare en ce moment un travail qui ne peut manquer d'exciter un très vif intérêt. C'est l'histoire anecdotique, pittoresque et dramatique de toutes les ascensions aérostiques qui ont eu lieu à Paris pendant l'investissement de la ville par les armées allemandes. On sait qu'il y a eu soixante ascensions, dont quarante-sept se sont effectuées dans des conditions favorables. Mais cinq ballons sont allés atterrir à l'étranger, quatre sont tombés dans la mer, un ou deux ont été pris par l'ennemi; sept ou huit navigateurs aériens ont péri dans les flots, et de ces incidents douloureux, de ces drames horribles, c'est à peine si le public en a eu une connaissance sommaire.

L'ouvrage que prépare la Société aérostatique renfermera également plusieurs planches, croquis et dessins.

Un de nos amis, ancien consul d'Espagne au cap de Bonne-Espérance et dernièrement revenu de ce poste lointain, nous racontait hier l'histoire que voici :

Un jour, il s'éleva, avec quelques amis, à cinq ou six lieues de la ville du Cap. Il était tard, le soleil allait se coucher, et les promeneurs morlaient de faim. Ils avisèrent une cabutte de nègre et y entrèrent.

La cabutte n'était habitée, en ce moment, que par une vieille négresse, qui ne savait pas un mot d'anglais.

Ils lui demandèrent à manger par gestes; par gestes, également, elle leur répondit qu'elle n'avait rien.

— Et cela? mima notre ami en désignant des objets noirs, semblables à des champignons, et pendus au plafond par une ficelle. La négresse fit un geste d'horreur et s'enfuit.

— Ma foi, dit notre ami à ses compagnons, ce sont des morilles; faisons-les cuire et mangeons-les.

Ainsi firent-ils; mais à peine finissaient-ils la dernière bouchée, que le maître de la cabane arriva, sur les pas de la négresse :

— Misérables! s'écria-t-il en mauvais anglais, vous avez mangé mes trophées... les oreilles de mes ennemis!

On juge avec quelle rapidité les infortunés voyageurs prirent la fuite.

Connaissez-vous M^{me} Amélie Bompard? C'est une Muse sur le retour, mais infatigable. Non contente d'avoir présenté trente drames au Théâtre-Français, elle accable les journaux de province de comptes-rendus en vers des pièces nouvelles de Paris.

Voici celui du *Roi Carotte*, adressé par elle à une feuille du Midi :

Je pense que le *Roi Carotte* Est bon à jeter à la hotte, Car je ne vois pas là-dedans L'apparence de sentiment. Presque autant que l'art dramatique, J'y vois outrager la musique. Bref, Offenbach avec Sardou Ne me séduisent pas beaucoup.

M. Victor Hugo a reçu hier la visite de M^{me} Vacherie et Meurice.

— Maitre, lui ont-ils dit respectueusement, voulez-vous nous permettre une timide observation?

— Fils, répondit Olympio, allez-y!

— Eh bien! dans *Ruy-Blas*, il y a ces vers :

Cuit, pauvre oiseau plume, dans leur marmite (infamie).

— Je sais, c'est même très beau... Après?

— Ne trouvez-vous pas que c'est bien dur, pour Belleville?

— Diable! fit le grand homme.

Et depuis ce moment, Victor Hugo cherche une variante.

Le *Petit Journal* publie en ce moment un roman intitulé :

Les Mousses et leurs habitants

Oh! *Petit Journal*!

Dialogue religieux :

— Savez-vous pourquoi les athées sont des aveugles?

— Non.

— Parce que les incrédules n'ont pas d'yeux.

Nous avons le regret d'apprendre la mort du marquis de Lespès, dernier descendant d'une famille qui remontait au treizième siècle, et qui a fourni à la France plusieurs magistrats et hommes de guerre de grand renom.

On parlait hier du *Roi Carotte* dans les coulisses de la Gâté, et il était question des exorbitants que paie M. Boulet à des artistes.

— On voit bien que c'est un marchand de charbons, fit observer M. Masset.

DON SPAVENTO.

LES TRIBUNAUX

COUR D'APPEL DE PARIS (1^{re} chambre)

Présidence de M. Gilardin, premier président

AFFAIRE TEULAT

ARRESTATION ET SÉQUESTRATION DANS UNE MAISON D'ALIÉNÉS. — DEMANDE EN 100,000 FR. DE DOMMAGES-INTERÊTS. — M. TEULAT CONTRE LE PRINCE RAYMOND DE BROGLIE ET LES DOCTEURS LASSÈGUE ET GIRARD DE CAILLEUX.

On se rappelle que sous l'Empire M. Th. Teulat, précepteur des enfants du prince de Broglie, fut enfermé sans prétexte de folie dans une maison de fous, où on le retint pendant plusieurs semaines. Quelque temps après sa mise en liberté, M. Teulat intenta une action judiciaire contre M. R. de Broglie comme ayant provoqué sa séquestration par des rapports inexacts, et contre les docteurs Lasegus et Girard de Cailleux comme s'étant rendus complices de sa séquestration.

En première instance, le tribunal accepta comme vrai tout ce qui était allégué contre M. Teulat, et ne tint aucun compte de ses protestations. M. Teulat perdit son procès.

Cette affaire, aussi grave qu'intéressante, est revenue dernièrement devant la cour. M. Teulat avait demandé à présenter lui-même ses observations, on lui a refusé l'autorisation; il avait demandé à être entendu dans la chambre du conseil, on le lui a refusé; enfin, il avait pu devant la cour une articulation de faits tendant à prouver par voie d'enquête que tout ce que l'on disait contre lui était faux. La cour n'a pas cru devoir ordonner une enquête et a rendu un arrêt qui confirme le jugement de 1^{re} instance et qui, à notre avis, ne tranche nullement ni la question de folie, ni même la question de culpabilité à l'égard de M. Teulat.

Nous croyons savoir que M. Teulat vient de se pourvoir en cassation.

Il nous semble que cette affaire est bien de nature à attirer l'attention du gouvernement sur la question des aliénés.

QUATRIÈME CONSEIL DE GUERRE

AFFAIRES BLANQUI ET COUPIL

L'affaire Blanqui est fixée au 15 février prochain. L'ordre de mise en jugement a été envoyé hier après-midi par M. le colonel Gaillard au greffe du 4^e conseil.

Parmi les témoins qui seront entendus à la requête du ministère public, on cite MM. Jules Favre, Arago, Jules Ferry, Garnier-Pagès, le général Le Flô.

C'est M. le commandant de Bourboulon qui soutiendra l'accusation.

M^{le} Le Chevalier présentera la défense.

L'affaire du docteur Goupil a été disjointe et ne sera jugée qu'ultérieurement.

LES THEATRES

L'œuvre de la souscription patriotique du rachat de la France compte chaque jour de nouveaux adhérents.

M. Cogniard, directeur du théâtre du Château-d'Eau, a ajouté 253 fr. 95 c. à la somme totale de la représentation donnée samedi dernier, ce qui porte cette somme au chiffre de 1,965 fr. 20 c.

Le directeur du *Ménestrel*, M. Heugel, ouvre une liste, en tête de laquelle il inscrit pour 1,000 francs. La souscription du *Ménestrel* comprendra, outre la recette du grand concert qui doit être donné au Cirque avec le concours de M^{me} Alboni, les dons des artistes de toute sorte, en espèces ou à titre de concours artistique.

Enfin un grand bal s'organise en ce moment dans le même but.

Les billets — à vingt francs — seront placés par six dames patronesses, bien connues dans la *high life* parisienne, et au nombre desquelles nous citerons M^{me} la marquise de Clairvaux, à qui revient l'idée du bal. A défaut de l'Opéra, il aurait lieu soit dans la salle Valentino, soit dans celle du Casino.

Le poème de M. Gondinet : *Si le Roi le savait*, qui, après avoir été entre les mains de M. Léon Delibes était passé entre celles de M. Offenbach, vient, par un nouveau chassé-croisé, de retourner sur le piano de l'auteur de *Coppélia*.

L'exposition de Lyon sera, dit-on, des plus brillantes. Une large part est faite à la musique. Les grands concerts seront donnés sous la direction de M. Félicien David, engagé spécialement pour tout le temps de l'exposition.

Il doit y faire entendre ses œuvres les plus aimées et diverses compositions d'artistes français; aucun nom tudesque ne figurera sur les programmes.

La *Fête à Venise*, de Federico Ricci, passera probablement demain au théâtre lyrique de l'Athénée.

Hier, la quatrième représentation de *Rabagas* a été beaucoup plus calme que les précédentes.

Quelques sifflets ont bien retenti à certains mots un peu risqués, et à la fin de la pièce; mais nous n'avons entendu aucune de ces interpellations injurieuses qui ont si fort troublé le spectacle le soir de la première.

M. Coignard, directeur du théâtre du Château-d'Eau, vient de recevoir et de mettre immédiatement à l'étude une pièce fantastique en cinq actes de M. Edouard Cadol, qui sera jouée par MM. Taillade, Mercier, L. Noël, Rodriguez, et M^{me} Sophie, Blanc, Jenny, etc.

Titre de la pièce : *Le Chemin de la vie*.

Les travaux de restauration du Théâtre-Lyrique de la place du Châtelet font quelques progrès. Les murs extérieurs sont maintenant entièrement réparés. Quand le toit aura été refait, ce ne sera plus guère qu'une affaire de tapisserie, dont les frais seront beaucoup moins considérables qu'on ne l'avait d'abord supposé.

Jennius.

Théâtre Robert-Houdin. — M. Cleverman donne aujourd'hui mardi 6 février, à huit heures, une séance au profit de l'œuvre de la délivrance. — Expériences nouvelles. — Tableaux du siège de Paris.

Gymnase. — La *Princesse Georges* et *Une Visite de noces* composent un attrayant spectacle dont le succès ne se ralentit pas. Les deux dernières œuvres de M. A. Dumas fils sont d'ailleurs supérieurement interprétées.

GRANDS MAGASINS DU LOUVRE

AUJOURD'HUI

EXPOSITION SPÉCIALE

DE

BLANC

ET MISE EN VENTE

Des Marchandises montées et défranchées par l'incendie des *RESERVES DE BLANC* et expertisées par les Compagnies d'assurances.

L'administrateur co-gérant : LOUIS GAL.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 6 février 1872.

Céréales

Le marché est un peu plus ferme.

Variétés de consommation

Cours sans changement.

Choix et marques D, 80 » à » ». — Bonnes marques, 78 » à 79 » ». — Sortes courantes et ordinaires, 74 » à 77 » ».

Farines de commerce

Meilleure tenue. On fait quelques achats à la cote.

Farines de mouture

Dispon., 79 25. — Cour. du mois, 79 25. — 2 prochains, 79 50. — 4 de mai, 78 50.

Farines supérieures

Dispon., 76 25. — Cour. du mois, 76 25. — 3 prochains, 76 50. — 2 prochains, 76 50. — 4 de mai, 76 25.

Huiles

Les cours se maintiennent assez bien. Les époques rapprochées sont demandées.

Disp., 105 25. — Cour. du mois, 105 25. — 2 prochains, 105 50. — 4 d'été, 104 50. — 4 derniers, 104 50.

L'huile de lin ne varie pas. Affaires très restreintes.

Disp., 96 50. — Cour. du mois, 96 50. — 2 prochains, 96 50. — 4 d'été, 97.

Trois-six

Le trois-six est ferme. Quelques acheteurs à la cote.

Disponibles et cour., 55 50. — Mars et avril, 57 50. — 4 d'été, 61 » ».

En baisse.

NOTES COMMERCIALES

88° saccharimétriques, 68 » à 68 50. — Blancs n° 3, 77 » à 77 50. — Raffinés, suivant ruerie, 154 » à 156 » ».

VENTES A L'ENCHÈRE

IMMEUBLES DIVERS

Etudes de M^{re} MAUCOMBLE, avoué à Paris, rue Laffitte, 11 et M^{re} Rousseau, avoué, rue de la Paix, 10.

Vente au Palais de Justice à Paris, le 21 fév. 1872 :

1^{re} Dune maison à Paris, rue d'Angoulême-du-Temple, 1, et boulevard du Temple, 22 et 26.

Revenu brut environ : 13,000 fr.

Mise à prix : 125,000 fr.

2^e Maison et jardin à Pomponne, près Lagny (Seine-et-Marne). — Mise à prix : 1,000 fr.

3^e Trois pièces de vigne au dit Pomponne.

Mise à prix : 100 fr.

S'adresser : 1^{er} auxdits M^{re} Maucouble et Rousseau; 2^o à M^{re} Leclercq notaire à Paris; 3^o à M^{re} Grand, notaire à Lagny.

ETUDE de M^{re} MILLIOT, avoué à Paris, rue de la Grange-Batelière, 8 et 10.

Vente au Palais de Justice, à Paris, le samedi 17 février 1872, à 2 heures de relevée, en deux lots de :

2 MAISONS construites à PARIS

Rue de Lauroit, n° 11 et 13, quartier des Champs-Élysées.

Revenu déduits environ 15,000 fr. chacune.

Mises à prix :

1^{re} Lot : Maison rue de Lauroit, n° 11. 100,000

2^e Lot : Maison id. 13. 100,000

Total..... 200,000

S'adresser pour les renseignements à M^{re} Milliot et Fossier, avoués.

DIRECTION DES DOMAINES

AVIS

Le 10 mars 1872, à l'hôtel de la Sous-Préfecture, à Calvi (Corse), il y aura adjudication de l'adjudication publique et aux enchères du Domaine de Galeria, situé commune de ce nom, arrondissement de Calvi (Corse), comprenant, avec d'autres constructions, un bâtiment qui sert de casernes de sous-officiers et environ 242 hectares, 15 ares, 50 centiares de terres labourables, vignes, pâturages et autres fonds ruraux.

Mise à prix, c. à d. 22,000 fr.

Le receveur des Domaines, Signé : SIVORI.

Etude de M^{re} GUENY, avoué à Paris, rue des Jumeaux, n° 12.

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le 21 février 1872 de :

3 MAISONS à PARIS boulevard Rochechouart, avenue Trudaine, 12 et 14, et rue de la Paix, 12.

Produits nets : 12,500 135,000

aven. Trudaine, 12, 8,200 75,000

Id. 14, 8,500 80,000

Rue Say, 9, 5,200 65,000

Id. 11, 5,200 65,000

MAISON COURS VINCENNES 51 (bis)

Produit net : 1,800 fr. Mise à prix : 15,000 fr.

BELLE MAISON CAMPAGNE pavillon parc et dépendances, à Fontenay-aux-Roses, 20; Noé; la Roche avec chais d'eau, magn. vue, 20. 80.

Mise à prix : 200,000 fr.

TERRAIN audit Fontenay, route de Fontenay, à Neuilly, de 4,216 mètres.

Mise à prix : 1,000 fr.

TERRAIN à PARIS et boul. de Charonne de 520 mètres. — Mise à prix : 20,000 fr.

2 TERRAINS à VINCENNES Latiers l'un de 2,154 mètres. — Mise à prix : 17,000 fr. et l'autre de 2,740 mètres. — Mise à prix : 20,400 fr.

S'adresser audit M^{re} Guény, à M^{re} Trudaine, avoué et à M^{re} Polemnick, notaire.

ETUDE de M^{re} E. HUET, avoué à Paris, rue de la Paix, 12.

Adjudication aux enchères de la Seine, le mercredi 21 février 1872, à deux heures de relevée, d'UNE MAISON 2, RUE SAINT-MARC, 2, PARIS

Contenance : 115 mètres.

Produit brut : environ 13,000 francs.

Mise à prix : 120,000 francs.

S'adresser pour les renseignements :

1^o à M^{re} E. HUET, avoué poursuivant la vente, dépositaire d'une copie de l'enchère, rue de la Paix, 12.

2^o à M^{re} Boutet, avoué présent à la vente, rue Gaillon, 20.

3^o à M^{re} Masse, avoué présent à la vente, rue Gaillon, 15.

4^o à M^{re} Barzin, notaire à Paris, rue de Mézières, 8.

5^o à M^{re} Girardin, notaire à Paris, rue Richelieu, 13.